

**Global Competitiveness Report 2009-2010:  
Le Grand-Duché de Luxembourg gagne quatre places dans le classement mondial de la  
compétitivité d'après le *World Economic Forum* (WEF)**

Selon le rapport annuel établi pour l'année 2009-2010 par le *World Economic Forum* (WEF<sup>1</sup>), le Grand-Duché de Luxembourg améliore sa position dans le classement international des économies les plus compétitives, passant du 25<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> rang mondial. Ce résultat positif est à mettre en perspective avec le difficile contexte de crise économique mondiale.

Comme par le passé, les Etats-Unis et la Suisse occupent les deux premières places de ce classement international, avec un avantage cette année pour la Suisse en raison de la très forte dégradation pour les premiers des indicateurs des exigences dites « fondamentales », en particulier l'indicateur de stabilité macroéconomique (passage du 66<sup>e</sup> au 93<sup>e</sup> rang mondial). Pour le reste, les Etats-Unis demeurent l'économie la plus compétitive du point de vue de l'efficacité et de l'innovation.

S'agissant des pays européens, 11 d'entre eux, et non plus 13 comme l'année passée, devancent le Luxembourg dans ce classement. Les meilleures performances sont produites de nouveau le plus souvent par les pays nordiques : Suède et Danemark aux 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> places et Finlande confortée à la 6<sup>ème</sup> position.

La Chambre de Commerce se réjouit certes de l'amélioration de la position du Grand-Duché dans un tel classement international très médiatisé. Elle tient cependant à souligner que le Luxembourg continue à présenter des faiblesses structurelles qui entravent sa compétitivité, surtout dans un contexte conjoncturel défavorable. En comparaison avec ses partenaires européens, le Luxembourg est toujours le moins bien classé : 7<sup>e</sup> position pour l'Allemagne, 16<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> places respectivement pour la France et la Belgique.

### **Le bilan compétitif de l'économie luxembourgeoise**

Le rapport du World Economic Forum établit une hiérarchisation des économies les plus compétitives au niveau international, laquelle est fondée sur la détermination d'un indice global de compétitivité tenant compte de l'analyse détaillée de trois « piliers » fondamentaux de la croissance et de la compétitivité des Etats. Il s'agit en l'espèce des **exigences fondamentales en matière de compétitivité** (institutions publiques, infrastructure, stabilité macroéconomique, santé et enseignement primaire), des **facteurs d'amélioration de l'efficacité** (enseignement supérieur et formation continue, efficacité des marchés de biens et du travail, sophistication du marché financier, utilisation des nouvelles technologies, taille de marché) ainsi que des **facteurs dits de sophistication** (degré de sophistication des entreprises et innovation).

---

<sup>1</sup> Le classement rendu public par le *World Economic Forum* est établi sur la base d'indicateurs statistiques et de l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Au Grand-Duché, la Chambre de Commerce est en charge de la coordination de l'enquête au Luxembourg (cf. [www.cc.lu](http://www.cc.lu)).

## Global Competitiveness Index

	Rank (out of 133)	Score (1-7)
<b>GCI 2009–2010</b> .....	<b>21</b>	<b>5.0</b>
GCI 2008–2009 (out of 134).....	25	4.9
GCI 2007–2008 (out of 131).....	25	4.9
<b>Basic requirements</b> .....	<b>7</b>	<b>5.8</b>
1st pillar: Institutions .....	6	5.9
2nd pillar: Infrastructure.....	19	5.6
3rd pillar: Macroeconomic stability.....	6	5.9
4th pillar: Health and primary education .....	25	6.0
<b>Efficiency enhancers</b> .....	<b>23</b>	<b>4.8</b>
5th pillar: Higher education and training.....	39	4.5
6th pillar: Goods market efficiency.....	3	5.4
7th pillar: Labor market efficiency.....	42	4.7
8th pillar: Financial market sophistication.....	9	5.3
9th pillar: Technological readiness.....	5	5.9
10th pillar: Market size.....	85	3.3
<b>Innovation and sophistication factors</b> .....	<b>22</b>	<b>4.6</b>
11th pillar: Business sophistication.....	22	4.9
12th pillar: Innovation.....	21	4.3

La comparaison de l'indice global de compétitivité entre 2008 et 2009 fait ressortir que le Luxembourg enregistre une progression sensible par rapport aux exigences fondamentales de la compétitivité (*Basic requirements*), passant en un an du 15<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang mondial. C'est en matière institutionnelle et du point de vue des infrastructures que les indicateurs s'améliorent le plus. Pour autant, l'amélioration compétitive relative est plus visible pour ce qui concerne les institutions, la santé et l'éducation primaire. Autrement dit, le meilleur positionnement du Luxembourg dans le classement international de la compétitivité est à mettre à la fois sur des progrès absolus des indicateurs (et donc du pays) et sur le déclassement de certains autres pays, crise économique mondiale oblige.

Les résultats du Luxembourg demeurent satisfaisants du point de vue des performances macroéconomiques, tout en gardant à l'esprit la problématique de la soutenabilité à terme des finances publiques et du financement du système de protection sociale. L'amélioration de la qualité du système de santé et d'éducation primaire (+4 places), si elle doit être soulignée, doit également être relativisée compte tenu des moyens publics considérables qui y sont investis. Il convient à cet égard de poursuivre les efforts pour rendre plus efficaces ces dépenses, notamment au regard des pratiques étrangères.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner le meilleur positionnement compétitif du Grand-Duché pour ce qui concerne les améliorateurs d'efficacité (*Efficiency enhancers*). Hormis l'indicateur de sophistication du marché financier, tous les voyants ont évolué favorablement et les positions relatives se sont améliorées (sauf en matière de taille de marché): +8 places pour l'enseignement supérieur, +10 pour l'efficacité du marché du travail. Pour des raisons évidentes, le Luxembourg a peu de marge de manœuvre pour faire évoluer l'indicateur de taille de marché, à plus forte raison dans un contexte de contraction de la demande mondiale.

Il demeure en matière d'enseignement universitaire des désavantages compétitifs importants du point de vue du système d'éducation, et encore plus en ce qui concerne la proportion, dans la population afférente totale, d'étudiants inscrits aux études supérieures (104<sup>ème</sup> rang), tandis qu'il

convient de noter le maintien de l'indicateur relatif à la recherche publique (38<sup>e</sup> position). Du reste, il subsiste des rigidités à l'emploi (122<sup>e</sup>) et une insuffisance de flexibilité des salaires (100<sup>e</sup> place) pour ce qui est de l'efficacité du marché du travail. Les caractéristiques liées aux pratiques d'embauche et de licenciement ainsi que la participation des femmes au marché du travail et la discordance entre rémunération et productivité constituent, malgré des progrès visibles, des désavantages compétitifs en comparaison internationale.

De surcroît, le Luxembourg progresse substantiellement en matière d'efficience des marchés de biens et services (+10 places), de même que du point de vue de l'exploitation des nouvelles technologies (du 12<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang mondial). En ce qui concerne les facteurs d'innovation (*Innovation and sophistication factors*), le Luxembourg occupe désormais le 22<sup>ème</sup> rang mondial s'agissant du degré de sophistication des entreprises et le 21<sup>ème</sup> pour l'innovation. Le rapport WEF souligne les efforts gouvernementaux fournis pour renforcer les logiques de clustering (22<sup>ème</sup>), tout comme la sophistication des processus de production (maintien au 15<sup>ème</sup> rang), même s'il y a lieu de regretter un recul en matière de capacité d'innovation (de la 18<sup>e</sup> à la 23<sup>e</sup> place) et encore davantage les performances stagnantes au niveau de la disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques (82<sup>ème</sup> rang).

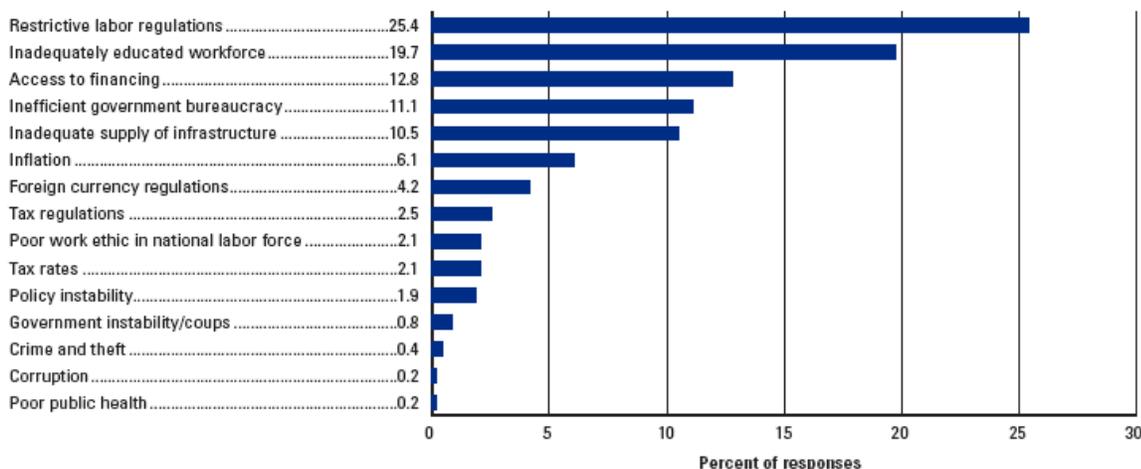
### Les principales difficultés pour le développement d'activités au Luxembourg

Le fait que de nombreux chefs d'entreprise luxembourgeois participent à l'enquête WEF rend possible l'identification claire des principaux facteurs qui ralentissent les progrès du Luxembourg en matière de compétitivité et qui entravent la faculté des agents économiques à entreprendre.

De façon plus aiguë encore qu'en 2008, les principales difficultés rencontrées par les entrepreneurs luxembourgeois ont trait aux rigidités du droit du travail et au problème de recruter du personnel qualifié (cf. Tableau 1). Les lourdeurs administratives demeurent aussi une préoccupation forte, même si elles sont dorénavant moins invoquées que les difficultés liées à l'accès au crédit, difficultés découlant directement de la crise économique et financière mondiale.

**Tableau 1 :**

#### The most problematic factors for doing business



Note: From a list of 15 factors, respondents were asked to select the five most problematic for doing business in their country/economy and to rank them between 1 (most problematic) and 5. The bars in the figure show the responses weighted according to their rankings.

**Tableau 2: Global Competitiveness Index rankings**

Country/Economy	GCI 2009–2010		GCI 2008–2009	Country/Economy	GCI 2009–2010		GCI 2008–2009
	Rank	Score	Rank*		Rank	Score	Rank*
Switzerland	1	5.60	2	Colombia	69	4.05	74
United States	2	5.59	1	Egypt	70	4.04	81
Singapore	3	5.55	5	Greece	71	4.04	67
Sweden	4	5.51	4	Croatia	72	4.03	61
Denmark	5	5.46	3	Morocco	73	4.03	73
Finland	6	5.43	6	Namibia	74	4.03	80
Germany	7	5.37	7	Vietnam	75	4.03	70
Japan	8	5.37	9	Bulgaria	76	4.02	76
Canada	9	5.33	10	El Salvador	77	4.02	79
Netherlands	10	5.32	8	Peru	78	4.01	83
Hong Kong SAR	11	5.22	11	Sri Lanka	79	4.01	77
Taiwan, China	12	5.20	17	Guatemala	80	3.96	84
United Kingdom	13	5.19	12	Gambia, The	81	3.96	87
Norway	14	5.17	15	Ukraine	82	3.95	72
Australia	15	5.15	18	Algeria	83	3.95	99
France	16	5.13	16	Macedonia, FYR	84	3.95	89
Austria	17	5.13	14	Argentina	85	3.91	88
Belgium	18	5.09	19	Trinidad and Tobago	86	3.91	92
Korea, Rep.	19	5.00	13	Philippines	87	3.90	71
New Zealand	20	4.98	24	Libya	88	3.90	91
Luxembourg	21	4.96	25	Honduras	89	3.86	82
Qatar	22	4.95	26	Georgia	90	3.81	90
United Arab Emirates	23	4.92	31	Jamaica	91	3.81	86
Malaysia	24	4.87	21	Senegal	92	3.78	96
Ireland	25	4.84	22	Serbia	93	3.77	85
Iceland	26	4.80	20	Syria	94	3.76	78
Israel	27	4.80	23	Dominican Republic	95	3.75	98
Saudi Arabia	28	4.75	27	Albania	96	3.72	108
China	29	4.74	30	Armenia	97	3.71	97
Chile	30	4.70	28	Kenya	98	3.67	93
Czech Republic	31	4.67	33	Nigeria	99	3.65	94
Brunei Darussalam	32	4.64	39	Tanzania	100	3.59	113
Spain	33	4.59	29	Pakistan	101	3.58	101
Cyprus	34	4.57	40	Suriname	102	3.57	103
Estonia	35	4.56	32	Benin	103	3.56	106
Thailand	36	4.56	34	Guyana	104	3.56	115
Slovenia	37	4.55	42	Ecuador	105	3.56	104
Bahrain	38	4.54	37	Bangladesh	106	3.55	111
Kuwait	39	4.53	35	Lesotho	107	3.54	123
Tunisia	40	4.50	36	Uganda	108	3.53	128
Oman	41	4.49	38	Bosnia and Herzegovina	109	3.53	107
Puerto Rico	42	4.48	41	Cambodia	110	3.51	109
Portugal	43	4.40	43	Cameroon	111	3.50	114
Barbados	44	4.35	47	Zambia	112	3.50	112
South Africa	45	4.34	45	Venezuela	113	3.48	105
Poland	46	4.33	53	Ghana	114	3.45	102
Slovak Republic	47	4.31	46	Nicaragua	115	3.44	120
Italy	48	4.31	49	Côte d'Ivoire	116	3.43	110
India	49	4.30	50	Mongolia	117	3.43	100
Jordan	50	4.30	48	Ethiopia	118	3.43	121
Azerbaijan	51	4.30	69	Malawi	119	3.42	119
Malta	52	4.30	52	Bolivia	120	3.42	118
Lithuania	53	4.30	44	Madagascar	121	3.42	125
Indonesia	54	4.26	55	Tajikistan	122	3.38	116
Costa Rica	55	4.25	59	Kyrgyz Republic	123	3.36	122
Brazil	56	4.23	64	Paraguay	124	3.35	124
Mauritius	57	4.22	57	Nepal	125	3.34	126
Hungary	58	4.22	62	Timor-Leste	126	3.26	129
Panama	59	4.21	58	Mauritania	127	3.25	131
Mexico	60	4.19	60	Burkina Faso	128	3.23	127
Turkey	61	4.16	63	Mozambique	129	3.22	130
Montenegro	62	4.16	65	Mali	130	3.22	117
Russian Federation	63	4.15	51	Chad	131	2.87	134
Romania	64	4.11	68	Zimbabwe	132	2.77	133
Uruguay	65	4.10	75	Burundi	133	2.58	132
Botswana	66	4.08	56				
Kazakhstan	67	4.08	66				
Latvia	68	4.06	54				

\*The 2008–2009 rank is out of 134 countries. One country covered last year, Moldova, had to be excluded this year for lack of Survey data.

(Cont'd.)

Le Département Economique de la Chambre de Commerce se tient à votre disposition pour plus d'informations concernant le rapport 2009-2010 du *World Economic Forum*, e-mail : [eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu), tél. 423939-351 (M. Carlo Thelen, Chief Economist).